

Recherches sociographiques



Édouard CLOUTIER, Jean H. GUAY et Daniel LATOUCHE, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou comment le Québec est devenu souverainiste*

Gilles Roy

Volume 34, numéro 3, 1993

Montréal Laboratoire d'urbanité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056811ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056811ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, G. (1993). Compte rendu de [Édouard CLOUTIER, Jean H. GUAY et Daniel LATOUCHE, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou comment le Québec est devenu souverainiste*]. *Recherches sociographiques*, 34(3), 535–537. <https://doi.org/10.7202/056811ar>

Édouard CLOUTIER, Jean H. GUAY et Daniel LATOUCHE, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou comment le Québec est devenu souverainiste*, Montréal, Québec / Amérique, 1992, 181 p.

L'étude de l'opinion publique n'est pas sans rappeler les travaux des physiciens nucléaires. En effet, il est possible de faire certains rapprochements entre le monde de l'atome et celui de l'opinion publique. Les deux réalités sont complexes, fuyantes et ne se laissent que difficilement apprivoiser. Au moment où l'observateur semble avoir compris ce qui s'y passe, tout s'évanouit, laissant perplexes chercheurs et analystes. Pas étonnant alors que certains auteurs aient contesté l'existence même de l'opinion publique. Moins radicaux, les physiciens se sont contentés du principe d'incertitude énoncé par Heisenberg à la fin des années 1940.

Dans ce contexte, l'étude de l'opinion publique est un défi fascinant à relever. C'est à cette tâche que se sont attaqués avec succès Édouard Cloutier, Jean H. Guay et Daniel Latouche lorsqu'ils ont retracé l'évolution de l'idée souverainiste au Québec depuis 1960.

En présentant au public québécois «des images dynamiques de sa mutation souverainiste» (p. 26), les auteurs apportent une fraîcheur nouvelle dans un paysage politique morose coloré par des débats constitutionnels qui paraissent souvent puérils et interminables. Alors que l'indifférence politique se présente de plus en plus comme une porte de sortie acceptable, ce livre montre qu'il ne faut pas se fier à ses perceptions premières, que derrière le masque de l'immobilisme plusieurs mutations se produisent constamment et que finalement, le sens de l'évolution converge vers la souveraineté du Québec.

Cette démonstration, les auteurs la font avec beaucoup de chiffres (plus de 40 tableaux statistiques sont présentés, analysés et décortiqués tout au long du volume), une méthode rigoureuse et transparente, quelques onces d'humour et une passion dévorante pour l'étude de l'opinion publique. L'humour et la passion étant ici des éléments essentiels pour faciliter la digestion de l'amoncellement de chiffres qu'on nous présente, chiffres toutefois nécessaires dans le contexte.

Essentiellement, le livre cherche à comprendre les lendemains de l'échec de l'Accord du Lac Meech où on a assisté à une résurgence de l'option souverainiste. Pour ce faire, les auteurs tentent de répondre aux questions suivantes: «Le virage souverainiste est-il aussi fort qu'on le dit? Est-il solide? Qui sont les nouveaux souverainistes? Vont-ils se dégonfler? Ont-ils vraiment "viré"?» (P. 23-24.)

Le livre de Cloutier, Guay et Latouche est aussi un traité de méthodologie. En effet, les auteurs nous introduisent graduellement à diverses méthodes d'analyse du mouvement des idées. Tout d'abord, l'examen de plus de 150 mesures de l'idée souverainiste de 1962 à nos jours pour bien saisir le mouvement global de l'opinion publique. Deuxièmement, l'usage du panel, aux printemps 1990 et 1991, pour bien percevoir les mouvements individuels. Troisièmement, l'étude des caractéristiques sociales et démographiques des adhérents aux diverses thèses constitutionnelles au moment du référendum de 1980 et aux printemps 1990 et 1991 pour mieux cerner le mouvement intérieur du «corps social» (p. 29). Quatrièmement, un exercice de scénarisation selon différents niveaux de déplacement des idées en faveur de l'une ou l'autre des options en présence pour entrevoir l'avenir. Les fruits de cette démarche multiméthodologique sont étonnants et révélateurs.

D'une part, les résultats globaux. Si un sondage ne produit qu'un point de vue partiel de la réalité, les résultats de plus de 150 mesures différentes prises sur une période de 30 ans en

esquissent les contours d'une façon pour le moins sensible. Cet examen de l'évolution de l'idée souverainiste permet d'en saisir toute la dynamique. On assiste à ses débuts difficiles en 1962 (moins de 10% d'adhérents), à sa lente croissance jusqu'en 1976, à ses méandres sous l'administration du Parti québécois, à la déception du référendum, au plateau creux des années 1980, à la poussée de 1989 et de 1990 à la suite de l'échec de l'Accord du Lac Meech et à l'accalmie de 1991. Cette évolution est d'autre part à la merci des sondages réalisés. En période plus tranquille, les mesures se font rares, les sondeurs n'échappant point aux modes du moment. Néanmoins, l'examen de plusieurs instantanés de l'idée souverainiste permet aux auteurs de conclure avec assurance qu'il y a effectivement eu à la fin des années 1980 au Québec un important virage souverainiste, ce qui a permis à cette idée d'atteindre des sommets inégalés jusqu'alors. Les débuts de la décennie 1990 furent moins agités par rapport à la fin de la décennie précédente, mais l'idée de souveraineté continue à se maintenir à des niveaux supérieurs à ce qu'elle a toujours été.

Après une analyse macroscopique de l'idée d'indépendance, les auteurs nous convient à un examen microscopique. Pour l'occasion, les outils sont deux panels réalisés aux printemps de 1990 et 1991 auprès d'un échantillon de francophones de la grande région de Montréal. Dans les deux cas, ce sont plus de 1 000 répondants qui ont été interrogés, à trois occasions différentes, à partir de la même grille de questions, soit durant les mois de février, mars et avril de chacune de ces années. Une telle façon de faire permet de saisir les changements d'opinion survenus au niveau individuel et de constater que le fort vent souverainiste qui a balayé le Québec en 1990 de même que l'accalmie de 1991 sont faits de trajectoires individuelles très variées: hésitations, fuites en avant, reculs temporaires et de nombreux piétinements.

D'autre part, la comparaison des résultats des panels de 1990 et 1991 permet aux auteurs de cerner les groupes les plus stables et les plus instables, durant ces deux années, de même que les principaux types de partisans et d'adversaires des options en présence.

Après avoir mis en évidence les tendances globales de l'opinion publique à l'égard de l'idée souverainiste, ainsi que le dynamisme et le frétillement des idées qui la façonnent, les auteurs s'attachent à une vaste entreprise de dissection de l'opinion publique en examinant et en comparant un certain nombre de caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques pertinentes en 1980, 1990 et 1991. Cet exercice de sociologie électorale leur permet de rappeler brièvement les débats qui ont marqué le développement de cette discipline. Encore ici, quelques mises en garde méthodologiques sont formulées, à bon escient, en particulier pour faire remarquer que les informations de 1980 portent sur l'ensemble des Québécois alors que les données de 1990 et 1991 proviennent des francophones de la grande région de Montréal. Cette radiographie, comme l'appellent les auteurs, indique que les clivages de 1970 et 1980 entre souverainistes et non-souverainistes se sont amenuisés pour devenir, en 1990 et 1991, de subtiles associations qui n'apparaissent bien souvent qu'à l'œil de l'observateur averti. «Tout le monde n'est pas souverainiste, loin de là, mais les souverainistes sont un peu devenus tout le monde!» (P. 46.)

Cloutier, Guay et Latouche terminent par un exercice de scénarisation. On peut alors observer la situation générale des forces en présence de 1990 et 1991 et l'évolution possible des options selon diverses hypothèses de déplacement des opinions en faveur d'un camp ou de l'autre. Ayant déterminé les possibles, ils laissent au lecteur le choix du probable, se refusant toute interprétation finale.

Cette vaste analyse de l'opinion publique québécoise, tout en faisant le point sur l'état des connaissances dans ce secteur de la recherche, projette un éclairage renouvelé sur les débats politiques. Dans le contexte présent, cet apport est loin d'être négligeable. Aussi, il est à souhaiter que dans un avenir rapproché, d'autres ouvrages comme celui-ci voient le jour.

Gilles Roy

Collège Mérici.

David BELL, *The Roots of Disunity: A Study of Canadian Political Culture*, Toronto, Oxford University Press, 1992, 200 p. (Édition révisée. L'original chez McClelland and Stewart Limited, Toronto, 1979.)

English Canadians are a bourgeois people situated next to the most powerfull capitalist nation that has ever existed. Though we speak the same language, indeed partake of the same food, wear similar clothes, share many mass media, adopt similar lifestyles, and so on, we protest that we are different. Yet we seemingly want to be different only to the extent of being called Canadians. *In photographic terms, we are merely the negative.*

Même si tout un chapitre est consacré au Québec et à « sa culture de survivance », ce livre traite surtout du mystère de la « culture politique canadienne-anglaise » ; et, si vous vous demandez ce que les étudiants anglophones de premier cycle ont lu sur leur culture politique depuis une douzaine d'années, arrêtez-vous à cet ouvrage, qualifié par son éditeur de véritable classique dans le champ des études politiques canadiennes. Ironie du sort, celui-ci démontre l'absence d'identité du Canada anglais, en propose l'image d'un « négatif photographique des États Unis ». L'auteur a bien saisi que Canadiens et Québécois n'ont guère partagé leur interprétation de maints événements historiques. Par contre, Bell veut confirmer plutôt que renverser la thèse centrale des études canadiennes — celle qui cherche (en vain quant à moi) une définition du Canada comme étant plus que l'ensemble de ses parties et qui valorise d'abord et avant tout la vérité métaphysique de « notre » sacrée différence vis à vis de la culture américaine !

Nombre d'historiens et d'économistes politiques du Canada anglais ont qualifié la culture canadienne de conservatrice et d'anti-révolutionnaire. Deux thèmes majeurs les divisent : le nationalisme (*staples theory*) de Innis, Fowke et Morton et le continentalisme de Lower, Underhill et Careless. Le livre de Bell s'inscrit quant à lui dans le courant nationaliste, au sens pancanadien. Il veut retracer la culture politique canadienne à partir du moment formateur de l'immigration des loyalistes suivant la révolution américaine. Selon lui, c'est cette idéologie *Tory* qui a défini le système parlementaire, sa bureaucratie et ses formes de patronage, sa capacité d'intervenir dans l'économie, ainsi que le système des partis politiques qui a permis l'émergence du seul parti socialiste en Amérique du Nord, le C.C.F. / N.P.D.

Bell retrace la définition du concept de la culture politique chez Gabriel ALMOND en 1956 (« Comparative Political Systems » dans *World Politics*) ; Almond propose une définition parsonnienne de la culture, « les orientations psychologiques vers les objets sociaux », et une définition weberienne de la politique, « le monopole légitime sur la coercition physique d'un territoire et d'un peuple » (p. 11). Par la suite, l'auteur nous propose